




Informations de base	
<p>1997/0011(SYN) SYN - Procédure de coopération (historique)</p> <p>Sécurité des transports: équipements sous pression transportables Abrogation 2009/0131(COD)</p> <p>Subject</p> <p>3.20.05 Transport routier de personnes et de marchandises 3.70.13 Substances dangereuses, déchets toxiques et radioactifs (stockage, transport)</p>	Procédure terminée






Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination	
	TRAN Transports et tourisme	CAMISÓN ASENSIO Felipe (PPE)	23/09/1997	
	Commission à fond précédente	Rapporteur(e) précédent(e)	Date de nomination	
	TRAN Transports et tourisme	CAMISÓN ASENSIO Felipe (PPE)	23/09/1997	
	Commission pour avis précédente	Rapporteur(e) pour avis précédent(e)	Date de nomination	
	ECON Affaires économiques et monétaires	BARTON Roger (PSE)	03/09/1997	
	JURI Affaires juridiques	PALACIO VALLELERSUNDI Ana (PPE)	18/06/1997	
	ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
	Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
		Transports, télécommunications et énergie	2119	1998-10-01
Transports, télécommunications et énergie		2142	1998-11-30	
Industrie		2174	1999-04-29	

Evénements clés			

Date	Événement	Référence	Résumé
08/01/1997	Publication de la proposition législative	COM(1996)0674 	Résumé
19/02/1997	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
04/02/1998	Vote en commission		Résumé
04/02/1998	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A4-0039/1998	
18/02/1998	Débat en plénière	CRE link	Résumé
19/02/1998	Décision du Parlement	T4-0084/1998	Résumé
12/05/1998	Publication de la proposition législative modifiée	COM(1998)0286 	Résumé
30/11/1998	Publication de la position du Conseil	12050/2/1998	Résumé
17/12/1998	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 2ème lecture		
17/02/1999	Vote en commission, 2ème lecture		Résumé
17/02/1999	Dépôt de la recommandation de la commission, 2ème lecture	A4-0094/1999	
09/03/1999	Débat en plénière	CRE link	
10/03/1999	Décision du Parlement, 2ème lecture	T4-0162/1999	Résumé
20/04/1999	Publication de la proposition législative modifiée	COM(1999)0151 	Résumé
29/04/1999	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
29/04/1999	Fin de la procédure au Parlement		
01/06/1999	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	1997/0011(SYN)
Type de procédure	SYN - Procédure de coopération (historique)
Nature de la procédure	Note thématique
	Abrogation 2009/0131(COD)
Base juridique	CE avant Amsterdam E 075-p1
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	TRAN/4/10594

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A4-0039/1998 JO C 080 16.03.1998, p. 0004	04/02/1998	
Recommandation déposée de la commission, 2e lecture		A4-0094/1999 JO C 175 21.06.1999, p. 0006	17/02/1999	
Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé

Position du Conseil		12050/2/1998 JO C 018 22.01.1999, p. 0001	30/11/1998	Résumé
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		COM(1996)0674  JO C 095 24.03.1997, p. 0002	08/01/1997	Résumé
Proposition législative modifiée		COM(1998)0286  JO C 186 16.06.1998, p. 0011	12/05/1998	Résumé
Communication de la Commission sur la position du Conseil		SEC(1998)2148 	11/12/1998	Résumé
Proposition législative modifiée		COM(1999)0151 	20/04/1999	Résumé
Document de suivi		COM(2005)0415 	09/09/2005	Résumé
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
ESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES0766/1997 JO C 296 29.09.1997, p. 0006	10/07/1997	Résumé
EU	Acte législatif de mise en oeuvre	32002L0050 JO L 149 07.06.2002, p. 0028	06/06/2002	Résumé
EU	Acte législatif de mise en oeuvre	32003D0525 JO L 183 22.07.2003, p. 0045-0045	18/07/2003	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final	
Directive 1999/0036 JO L 138 01.06.1999, p. 0020	Résumé

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 10/07/1997 - Comité économique et social: avis, rapport

Etant donné que la mise en oeuvre de la directive entraînera des bénéfices économiques pour les fabricants d'équipements sous pression, dans la mesure où l'octroi de l'agrément et du marquage sera effectué dans un Etat membre seulement et où les équipements circuleront ensuite librement dans tous les pays de l'Union, les prix des équipements diminueront. En conséquence, le CES exprime le voeu que l'industrie (fabricants d'équipements, à savoir les bouteilles, les citernes et autres accessoires, ainsi que les producteurs et les transporteurs de gaz liquéfiés) répercutera le bénéfice économique qu'elle en retirera sur le coût final des produits au bénéfice du consommateur.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 10/03/1999 - Texte adopté du Parlement, 2ème lecture

En adoptant la recommandation pour le deuxième lecture de M. Felipe CAMISON ASENSIO (PPE, E), le Parlement européen a approuvé la position commune relative aux équipements sous pression transportables. Il demande toutefois que les organismes notifiés puissent effectuer des visites sans préavis pour vérifier si la réévaluation de conformité des équipements produits en série (récipients, y compris leurs robinets, bouteilles et autres accessoires pour le transport) a été effectuée de manière correcte et efficace. En cas de non-conformité persistante, les Etats membres devraient informer immédiatement la Commission et prendre toutes les mesures appropriées pour restreindre ou interdire la mise sur le marché des équipements.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 20/04/1999 - Proposition législative modifiée

Dans sa proposition réexaminée, la Commission européenne a incorporé un seul amendement approuvé par le Parlement européen en deuxième lecture visant à instaurer une notification obligatoire à la Commission en cas de marque indûment apposée. Tous les autres amendements ont été rejetés (notamment, l'amendement portant sur la réévaluation d'un récipient agréé par un organisme notifié des États membres).

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 30/11/1998 - Position du Conseil

La position commune sur la directive relative aux équipements sous pression transportables (EPT) retient dans leur teneur tous les amendements du Parlement européen acceptés par la Commission dans sa proposition modifiée. Le Conseil a toutefois introduit des modifications notables dont les principales concernent les points suivants: - réévaluation de la conformité pour les équipements existants: la position commune prévoit l'instauration d'une procédure visant à évaluer a posteriori, à la demande du propriétaire ou du détenteur, la conformité, avec les dispositions pertinentes des annexes des directives 94/555/CE et 96/49/CE, des EPT existants et mis en service avant la date de mise en application de la directive. Une disposition est prévue pour la réévaluation des robinets et autres accessoires utilisés pour le transport. Si les résultats de la réévaluation sont satisfaisants, l'EPT doit être soumis au contrôle périodique; - équipements non couverts par la directive: la position commune prévoit l'exclusion du champ d'application de la directive des générateurs d'aérosols et des bouteilles à gaz pour appareils respiratoires. Sont également exclus les équipements exclusivement utilisés pour des opérations de transport entre la Communauté et des pays tiers; - organismes notifiés et organismes agréés: la position commune supprime les organismes d'inspection de type C prévus par la Commission. Elle prévoit l'institution de deux types d'organismes, l'organisme notifié (organisme de type A) et l'organisme agréé (organisme de type B). Les Etats membres ont la possibilité d'autoriser l'organisme agréé à évaluer la conformité des récipients, y compris leurs robinets et autres accessoires, destinés à être mis sur le marché national et donc sans marquage communautaire; - dispositions nationales: les Etats membres peuvent maintenir leurs exigences nationales relatives aux dispositifs de raccordement avec d'autres équipements, aux codes de couleur et à la température de référence; - comitologie: la position commune retient un comité de réglementation (type III a) au lieu du comité consultatif (type I) proposé par la Commission; - application de la directive: le Conseil prévoit le report de la date d'application de la directive pour certains EPT; - disposition transitoire: la position commune prévoit l'introduction d'une disposition transitoire, d'une durée maximale de deux ans, permettant la mise sur le marché des EPT fabriqués conformément aux réglementations nationales en vigueur avant la mise en application de la directive; - bouteilles à gaz: le Conseil précise quelles sont les procédures applicables aux bouteilles à gaz, à savoir une procédure d'évaluation de la conformité unique pour tous les EPT neufs ainsi qu'une procédure de contrôle périodique pour les bouteilles à gaz existantes.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 06/06/2002 - Acte législatif de mise en oeuvre

OBJECTIF : adaptation au progrès technique de la directive 1999/36/CE du Conseil relative aux équipements sous pression transportables. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Directive 2002/50/CE de la Commission. CONTENU : la directive 2001/2/CE de la Commission a modifié les procédures de certification prévues par la directive 1999/36/CE en ce qui concerne la combinaison des modules à suivre pour l'évaluation de la conformité des nouveaux récipients et des nouvelles citernes. Il convient donc d'adapter ces modules afin qu'ils soient plus cohérents les uns par rapport aux autres et de modifier l'annexe IV de la directive 1999/36/CE en conséquence. Les mesures prévues par la présente directive sont conformes à l'avis du comité pour le transport des marchandises dangereuses. ENTRÉE EN VIGUEUR : 26/06/2002. MISE EN OEUVRE : 01/01/2003.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 11/12/1998 - Communication de la Commission sur la position du Conseil

La position commune du Conseil a suivi et développé l'avis du Parlement européen qui, en première lecture avait demandé notamment la suppression des organismes d'inspection de type C, l'introduction de procédures de réévaluation des équipements existants et de retarder l'application de la directive. Les autres modifications notables introduites dans la position commune sont cohérentes avec les objectifs de la proposition et tiennent compte de certaines dispositions de la directive 97/23/CE relative aux équipements sous pression (fixes). En conséquence, la Commission soutient la position commune.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 29/04/1999 - Acte final

OBJECTIF: renforcer la sécurité des équipements sous pression transportables agréés pour le transport intérieur de marchandises dangereuses par route et par chemin de fer, et assurer la libre circulation de ces équipements dans la Communauté, y compris les aspects de mise sur le marché, de mise en service et d'utilisation répétées. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ: Directive 1999/36/CE du Conseil relative aux équipements sous pression transportables (EPT). CONTENU: aux fins de l'application de la directive, on entend par équipement sous pression transportable: - tous récipients (bouteilles, tubes, fûts à pression, récipients cryogéniques, cadres de bouteilles); - toutes citernes, y compris les citernes démontables, conteneurs-citernes, citernes des wagons-citernes, citernes ou récipients des véhicules-batteries ou des wagons-batteries, citernes des véhicules-citernes. Sont

exclus du champ d'application de la directive les générateurs d'aérosols et les bouteilles à gaz pour appareils respiratoires, ainsi que les équipements exclusivement utilisés pour des opérations de transport entre la Communauté et des pays tiers. Les principales dispositions de la directive concernent les points suivants: - l'évaluation de la conformité pour la mise sur le marché communautaire des nouveaux équipements sous pression transportables: les nouveaux récipients et les nouvelles citernes ainsi que les nouveaux robinets et autres accessoires utilisés pour le transport doivent respecter les dispositions pertinentes des directives 94/55/CE et 96/49/CE; - l'évaluation de la conformité pour la mise sur le marché national des nouveaux équipements sous pression transportables; - la réévaluation de la conformité pour les équipements existants: la directive prévoit l'instauration d'une procédure visant à évaluer a posteriori, à la demande du propriétaire ou du détenteur, la conformité, avec les dispositions pertinentes des annexes des directives 94/55/CE et 96/49/CE, des EPT existants et mis en service avant la date de mise en application de la directive. Une disposition est prévue pour la réévaluation des robinets et autres accessoires utilisés pour le transport. Si les résultats de la réévaluation sont satisfaisants, l'EPT doit être soumis au contrôle périodique. La directive prévoit l'institution de deux types d'organismes, l'organisme notifié (organisme de type A) et l'organisme agréé (organisme de type B). Les États membres ont la possibilité d'autoriser l'organisme agréé à évaluer la conformité des récipients, y compris leurs robinets et autres accessoires, destinés à être mis sur le marché national et donc sans marquage communautaire. Aux fins de mise sur le marché des nouveaux équipements, la directive prévoit la reconnaissance des agréments émis par les organismes d'essais (organismes de contrôle désignés par les États membres), qu'ils soient internes ou indépendants, et l'apposition d'un marquage reconnu sur les équipements agréés; l'agrément et le marquage dans un seul État membre seront suffisants pour permettre la commercialisation de l'équipement ou son utilisation en tout lieu de la Communauté. À noter que les organismes de contrôle doivent remplir des critères de qualité communs pour être désignés par les administrations nationales. Une clause de sauvegarde est prévue lorsqu'un État membre constate qu'un équipement présente des risques pour la santé ou ne donne pas toutes les garanties de sécurité. Les États membres peuvent maintenir leurs exigences nationales relatives aux dispositifs de raccordement avec d'autres équipements, aux codes de couleur et à la température de référence jusqu'à ce que des normes européennes soient ajoutées aux annexes des directives 94/55/CE et 96/49/CE. Une disposition transitoire, d'une durée maximale de deux ans, permet la mise sur le marché des EPT fabriqués conformément aux réglementations nationales en vigueur avant la mise en application de la directive. ENTRÉE EN VIGUEUR: 01/06/1999 ECHÉANCE FIXÉE POUR LA TRANSPOSITION: 01/12/2000. Mise en application au plus tard le 01/07/2001.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 12/05/1998 - Proposition législative modifiée

La proposition modifiée retient 8 amendements adoptés par le Parlement européen en première lecture. La Commission modifie dès lors sa proposition comme suit: - les États membres doivent veiller à ce que les organismes de contrôle soient indépendants, efficaces et professionnellement à même de remplir les tâches pour lesquelles ils ont été désignés; - les équipements sous pression transportables mis sur le marché avant le 01/07/1999 qui ne satisfont pas aux exigences des directives 94/55/CE et 96/49/CE ne relèvent pas du champ d'application de la directive; - le champ d'application de la directive est étendu aux équipements non reemplissables; - les organismes de contrôle de type C sont supprimés et la définition des organismes de contrôle de type B est étendue; - la réalisation du nouvel agrément est limitée aux organismes de contrôle de type A; - la possibilité est prévue d'effectuer des contrôles périodiques dans les différents États membres.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 19/02/1998 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Felipe CAMISON ASENSIO (PPE, E), le Parlement approuve la proposition de directive en renforçant le niveau de sécurité du transport des équipements sous pression. Le Parlement souhaite que la directive assure une reconnaissance mutuelle des inspections effectuées. Il propose que les équipements concernés soient facilement identifiables et suggère de leur donner une marque distincte. Les équipements sous pression transportables mis sur le marché avant le 01/07/1999 (au lieu du 01/01/1999) qui ne satisfont pas aux exigences des directives 94/55/CE et 96/49/CE ne devraient pas relever du champ d'application de la directive.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 08/01/1997 - Document de base législatif

OBJECTIF: la proposition de directive vise à renforcer la sécurité des équipements sous pression transportables agréés pour le transport intérieur de marchandises dangereuses, et à assurer la libre circulation de ces équipements dans la Communauté, y compris les aspects de mise sur le marché, de mise en service et d'utilisation répétées. CONTENU: bien que les directives 94/55/CE et 96/49/CE aient permis de progresser dans l'harmonisation des dispositions techniques régissant la sécurité du transport des équipements sous pression transportables, notamment en ce qui concerne la construction et l'utilisation, certaines mesures restent à prendre en ce qui concerne l'aspect de la libre prestation de services de transport impliquant ce type d'équipements, y compris leur utilisation et leur remplissage. A cette fin, la proposition prévoit une garantie de la sécurité du transport en instaurant de nouvelles procédures pour l'examen périodique de tous les équipements sous pression transportables existants, ainsi que des procédures d'évaluation de la conformité selon l'approche modulaire pour tous les équipements fabriqués conformément aux directives 84/525/CEE, 84/526/CEE et 84/527/CEE. La liberté de fournir des services de transport sera pleinement établie si, grâce à l'harmonisation prévue, les nouveaux équipements transportables ainsi que les équipements conformes aux directives 94/55/CE et 96/49/CE, y compris les bouteilles fabriquées conformément aux directives 84/525/CEE, 84/526/CEE et 84/527/CEE, utilisés dans le cadre d'une opération de transport, sont agréés dans les autres États membres. Aux fins de mise sur le marché des nouveaux équipements, la proposition prévoit la reconnaissance des agréments émis par les organismes d'essais (organismes de contrôle désignés par les États membres), qu'ils soient internes ou indépendants, et l'apposition d'un marquage reconnu sur les équipements agréés; l'agrément et le marquage dans un seul État membre seront suffisants pour permettre la commercialisation de l'équipement ou son utilisation en tout lieu de la Communauté. A noter que les organismes de contrôle doivent remplir des critères de qualité communs pour être désignés par les administrations nationales. Enfin, une clause de sauvegarde est prévue lorsqu'un État membre constate qu'un équipement présente des risques pour la santé ou ne donne pas toutes les garanties de sécurité.

Sécurité des transports: équipements sous pression transportables

1997/0011(SYN) - 09/09/2005 - Document de suivi

La Commission européenne a présenté un rapport sur l'application par les États membres de la directive 99/36/CE du Conseil relative aux équipements sous pression transportables.

L'article 4 de la directive 99/36/CE prévoit des dispositions précises pour le placement d'équipements sous pression transportables sur le marché national d'un État membre donné.

En vertu de l'article 4, les États membres peuvent autoriser sur leur territoire la mise sur le marché, le transport et la mise en service par des utilisateurs des récipients dont l'évaluation de la conformité a été effectuée par un organisme agréé.

Il ressort du rapport qu'un grand nombre d'États membres n'ont pas utilisé la possibilité offerte par l'article 4. Dix États membres (Belgique, France, Irlande, Italie, Lituanie, Hongrie, Malte, les Pays-Bas, la Slovaquie et le Royaume-Uni) ont décidé de l'utiliser, tandis que quatorze ont décidé de ne pas y recourir (la Grèce n'a pas répondu).

En conclusion, une majorité d'États membres n'autorisent pas des organismes agréés à effectuer des évaluations de la conformité aux fins de la mise sur le marché national de nouveaux équipements sous pression transportables. En outre, dans les États membres qui ont mis à profit la possibilité offerte par l'article 4, la mise en oeuvre pratique commence à peine. Des demandes de reconnaissance d'organismes agréés sont à l'examen uniquement en Lituanie, en Hongrie et en Slovaquie, et à ce jour aucune n'a encore abouti.

Étant donné que la mise en oeuvre de la directive demeure partielle jusqu'au 1^{er} juillet 2005, les conclusions et recommandations finales concernant l'article 4 ne seront prises en considération qu'après cette date, c'est-à-dire après que la directive sera devenue pleinement applicable à tous les équipements sous pression transportables (y compris les fûts à pression, cadres de bouteilles et citernes).

La Commission reviendra sur cette question lorsque les États membres auront acquis une certaine expérience concernant l'application pleine et entière de la directive.